

# Recherche désespérément salariées et salariés

Rapport sur le produit intérieur brut  
(PIB) romand, 31 octobre 2023

**FORUM  
DES**   
un événement  
**LE TEMPS**

## INTRODUCTION

### Un indicateur essentiel

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus communément utilisée pour exprimer le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également des estimations des PIB cantonaux, qui ne donnent toutefois qu'un aperçu limité de l'évolution au sein des secteurs d'activité et ne couvrent, à l'heure actuelle, que les années 2008 à 2020. Pour sa part, le PIB romand comprend des valeurs historiques qui remontent jusqu'à 1997, une mesure de l'activité dans treize groupes de branches ainsi que des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Il est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*. Le PIB romand est calculé selon une méthode rigoureuse et transparente par l'Institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO.

Le PIB romand pour 2022 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2023 et pour 2024 ont été calculés en septembre 2023. En voici les points essentiels:

#### En 2022, la Suisse romande a affiché

- une hausse du PIB de 2,1% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une hausse de son PIB similaire à celle de l'ensemble de la Suisse (+2,4%)
- une croissance en repli après un rebond de 5,1% en 2021 suivant la crise du Covid-19
- une croissance moins forte qu'attendu initialement, en raison du ralentissement de la conjoncture mondiale, de l'inflation et de la remontée des taux d'intérêt

#### En 2023, le PIB de la Suisse romande devrait

- progresser à un rythme de 1,3%
- augmenter à nouveau à un rythme ralenti par rapport à l'année précédente dans un environnement marqué par des incertitudes
- afficher une hausse en ligne avec celle du PIB suisse (+1,3%)

#### En 2024, le PIB de la Suisse romande devrait

- progresser de 1,5%
- afficher un rythme de croissance à nouveau similaire à celui du PIB suisse (+1,2%)

Dans le texte et les graphiques de ce document, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'institut QUANTITAS/HES-SO. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du SECO et de l'OFS. Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données utilisées ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse pour des raisons comptables mais sans effet sur la conjoncture. L'analyse des difficultés de recrutement se base sur les données de l'OFS, complétées ponctuellement par des données internationales du Fonds monétaire international (FMI), de l'institut QUANTITAS/HES-SO ainsi que par des calculs propres. Les statistiques sur le commerce extérieur proviennent de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

## LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

### La conjoncture subit des chocs à répétition

Croissance réelle en	2022	2023*	2024*
<b>Suisse romande</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,5%</b>
Suisse	2,4%	1,3%	1,2%
Zone euro	3,3%	0,7%	1,2%
Monde	3,5%	3,0%	2,9%

\*Prévisions

Sources: QUANTITAS/HES-SO, SECO, FMI

La reprise après la crise du Covid-19 a été brève. Après un fort rebond en 2021, la croissance a de nouveau été freinée en 2022. Sur fond de guerre en Ukraine et de tensions géopolitiques, les prix de l'énergie se sont envolés, l'Europe a abordé l'hiver avec la crainte de pénuries d'énergie et l'inflation est remontée à des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis trente à quarante ans en Europe ou aux États-Unis. Les banques centrales ont commencé à resserrer dans l'urgence leur politique monétaire et les taux d'intérêt sont fortement remontés. Si l'inflation et la hausse des taux d'intérêt étaient déjà d'actualité début 2022, dans le sillage de la crise du Covid-19, l'évolution durant les mois qui ont suivi a été sans commune mesure.

Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse. En automne 2021, le Fonds monétaire international (FMI) tablait sur une hausse du PIB mondial de 4,9% en 2022; en octobre dernier, l'estimation du FMI ne portait plus que sur une croissance de 3,5%. Les économies industrialisées, telles que les États-Unis et la zone euro, ont été plus touchées que les pays émergents. Grâce à une demande intérieure robuste, la Suisse et la Suisse romande ont relativement bien résisté à cette dégradation de l'environnement conjoncturel, mais n'ont pas pu y échapper complètement. Les dernières estimations, calculées cet automne, portent sur des croissances de 2,4% pour la Suisse et 2,1% pour la Suisse romande, alors que les prévisions publiées en automne 2021 tablaient sur des croissances plus élevées de 1,5 à 2 points de pourcentage.

Les vents contraires restent forts, avec notamment une inflation toujours élevée, au-dessus de la cible de 2%, aux États-Unis (3,7% en rythme annuel en septembre) ou dans la zone euro (4,3%), et le FMI n'attend qu'une croissance mondiale de 3,0% pour cette année et de 2,9% pour l'an prochain. Les prévisions pour la Suisse et la Suisse romande sont aussi en retrait: 1,3% cette année et 1,2% l'an prochain pour le pays, contre respectivement 1,3% et 1,5% pour la région, selon les estimations de l'Institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO.

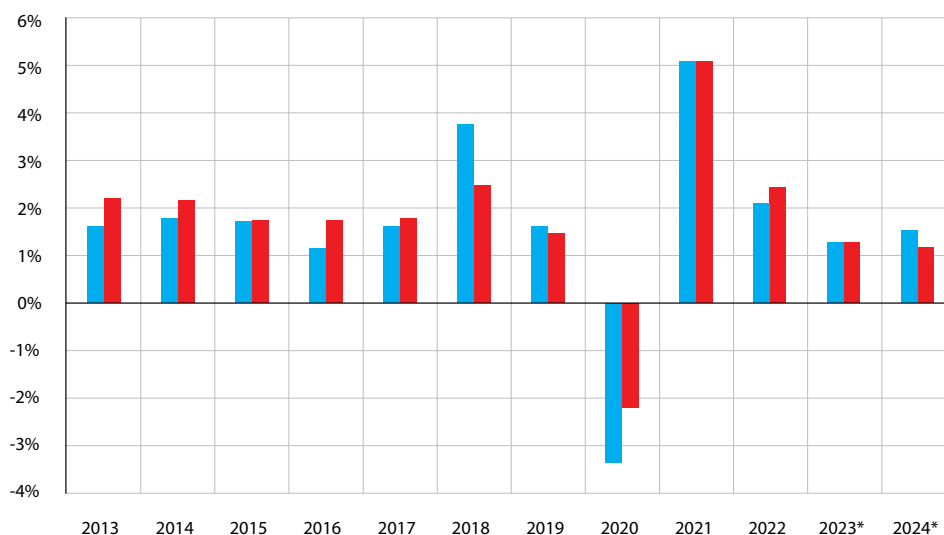
La situation reste cependant relativement favorable. Certes, les exportations sont sous pression (cf. page 12), mais elles s'inscrivent toujours à un niveau élevé. De plus, à 2,0% en moyenne nationale et à 3,0% en Suisse romande en septembre, le taux de chômage est à son plus bas niveau depuis deux décennies. Quant à l'inflation, elle est repassée en juin sous la barre des 2%, pour s'inscrire à 1,7% en septembre. Cela a permis à la Banque nationale suisse (BNS) de ne pas relever son taux directeur lors de son appréciation de la situation économique et monétaire d'automne.

Le degré d'incertitude est élevé. La situation géopolitique s'est tendue avec le conflit au Proche-Orient. Le risque de pénurie d'énergie durant l'hiver reste présent avec, le cas échéant, de possibles effets négatifs sur la conjoncture. Un niveau d'endettement élevé est aussi de nature à freiner la conjoncture dans certains pays. Sur le plan suisse, d'autres facteurs de risque résident notamment dans la force du franc, avec un euro s'échangeant à la mi-octobre à 95 centimes et un dollar à 90 centimes, ou dans l'incertitude liée à l'évolution des relations avec l'Union européenne.

#### Évolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Suisse romande  
■ Suisse

\*Prévisions



## Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrégés de l'inflation, aux prix de 2015), le PIB romand est passé de 176,2 milliards de francs en 2021 à 179,9 milliards en 2022 et, en données nominales, de 178,3 milliards à 187,3 milliards, selon les estimations établies par l'institut QUANTITAS/HES-SO. La comparaison de la croissance romande avec celle de la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du siècle, même si l'écart s'est resserré depuis la crise économique et financière.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande pèse davantage dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de point de pourcentage par année, mais la tendance est régulière. Sur vingt ans, de 2003 à 2022, ce poids est passé de 23,2% à 24,0%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée augmenter un peu plus lentement en Suisse romande (+0,7% en moyenne par an) que sur le plan national (+1,0%). Dans le secondaire (+2,7%) et le tertiaire (+2,1%) romands, les taux de croissance annuels ont été plus élevés que la moyenne nationale (+2,4% et +1,9%, respectivement).

Les économies romande et suisse ont des structures similaires: environ trois quarts de tertiaire, un quart de secondaire et un pour cent de primaire. Il y a cependant des nuances: une industrie des machines et horlogère, des services publics et parapublics ainsi qu'une branche du commerce un peu plus présents qu'en moyenne nationale. Par contre, le poids de la chimie-pharma et des services financiers est un peu plus bas que dans l'ensemble de la Suisse.

**Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2013-2022 centre = branches, périphérie = secteurs)**

<span style="color: #8B4513;">■</span> Secteur primaire	0,9%
<span style="color: #4682B4;">■</span> Secteur secondaire	23,6%
<span style="color: #00008B;">■</span> Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,7%
<span style="color: #4169E1;">■</span> Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	6,3%
<span style="color: #87CEEB;">■</span> Machines, instruments, horlogerie	7,8%
<span style="color: #4682B4;">■</span> Production et distr. d'électricité et d'eau	1,8%
<span style="color: #00CED1;">■</span> Construction	5,0%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Secteur tertiaire	75,5%
<span style="color: #008000;">■</span> Commerce de gros et de détail, réparations	16,1%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Hôtellerie-restauration	2,0%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Transports, postes, télécoms, édition	5,0%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Activités financières et assurances	8,4%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Activités immobilières, services aux entreprises	20,2%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Administration publique, santé, éducation, sports	23,0%
<span style="color: #90EE90;">■</span> Autres	0,8%



### Perspectives contrastées d'une branche à une autre

Après une excellente année 2021, le bilan 2022 a été plus nuancé, avec davantage de contrastes entre les branches. Du côté de celles pour lesquelles le bilan a été positif, l'hôtellerie-restauration a profité du retour à la normale après la levée des mesures de protection contre le Covid-19. Des activités manufacturières (machines et horlogerie, chimie-pharma) et de services (transports) ont pu continuer sur leur lancée. À l'inverse, des branches comme le commerce ou la construction ont ressenti les effets de l'inflation.

Cette année, les effets de la dégradation de la conjoncture mondiale, de la hausse des prix et de la remontée des taux d'intérêt sont visibles. Certaines branches actives sur le marché domestique, telles que les transports et le commerce, semblent moins touchées, alors que d'autres, comme la construction, sont freinées. Les perspectives sont aussi moins bonnes pour les activités manufacturières. Notamment, après plusieurs années de forte croissance, la chimie-pharma se montre plus volatile.

Pour l'an prochain, la volatilité devrait rester de mise dans une conjoncture qui ne semble pas près de s'améliorer. Les perspectives de croissance varient ainsi fortement d'une branche à l'autre. Tendanciellement, la robustesse du marché domestique et l'orientation de nombreuses entreprises vers des activités à haute valeur ajoutée devraient toutefois permettre à la plupart de faire face aux vents contraires.

### Évolutions et tendances pour les principales branches

	Évolutions sectorielles 2022	Tendances sectorielles 2023	Tendances sectorielles 2024
<b>&gt;2,5%</b>	Hôtellerie et restauration Secteur primaire Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Transports, postes et télécommunications, édition Production et distribution d'électricité et d'eau Administration publique, santé, éducation, sports... Machines, instruments, horlogerie...	Hôtellerie et restauration Transports, postes et télécommunications, édition Production et distribution d'électricité et d'eau Commerce de gros et de détail, réparation...	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Production et distribution d'électricité et d'eau Secteur primaire
<b>1,6% à 2,5%</b>			Commerce de gros et de détail, réparation... Transports, postes et télécommunications, édition
<b>0,1% à 1,5%</b>		Administration publique, santé, éducation, sports... Machines, instruments, horlogerie... Activités immobilières, services aux entreprises...	Activités immobilières, services aux entreprises... Machines, instruments, horlogerie... Construction Activités financières et assurances
<b>&lt;0%</b>	Activités immobilières, services aux entreprises... Alimentation, textile, cuir, bois, papier Activités financières et assurances Commerce de gros et de détail, réparation... Construction	Construction Secteur primaire Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Activités financières et assurances Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Administration publique, santé, éducation, sports... Alimentation, textile, cuir, bois, papier Hôtellerie et restauration

Source: QUANTITAS/HES-SO

## RECHERCHE DÉSPÉRÉMENT SALARIÉES ET SALARIÉS

### Nombre record de places vacantes

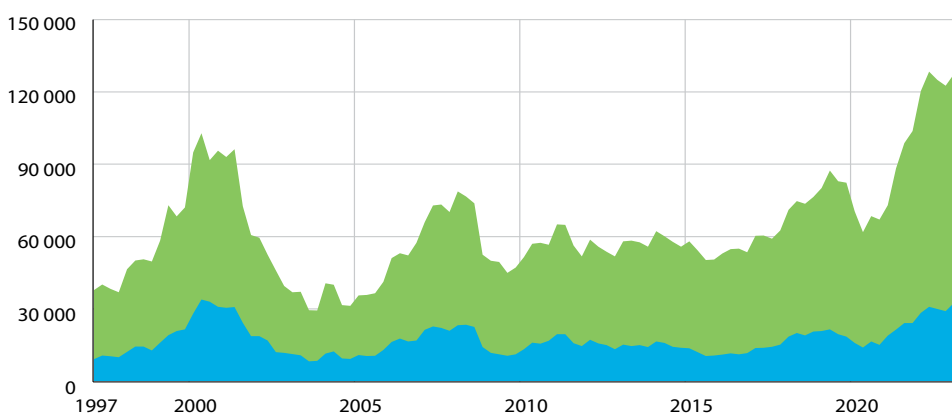
Où sont passés les candidates et les candidats? La pénurie de main-d'œuvre a pris des proportions inédites en Suisse. L'Office fédéral de la statistique (OFS) recensait en juin 2023 plus de 120 000 emplois non occupés ou 2,2% du total, soit un record depuis le début du siècle. Alors que le taux de chômage est à un plancher (2,0% en Suisse et 3,0% en Suisse romande en septembre 2023), les difficultés de recrutement sont au plus haut et concernent quatre entreprises sur dix (en moyenne pondérée selon les emplois).

La Suisse avait déjà connu des épisodes de pénurie de main-d'œuvre, par exemple au tournant des années 2000. L'arrivée de personnes provenant notamment de l'Union européenne depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes entre 2002 et 2007 a permis de répondre à la demande. Cependant, l'immigration ralentit, tandis que le rapport entre le nombre d'entrées sur le marché de l'emploi et de sorties de la vie active se dégrade avec le départ à la retraite des baby-boomers. À court terme, le ralentissement de la conjoncture pourrait atténuer le problème; cependant, à long terme, le marché du recrutement devrait rester tendu.

#### Nombre de places vacantes en Suisse

- Secteur secondaire
- Secteur tertiaire

Sources: Office fédéral de la statistique, calculs propres



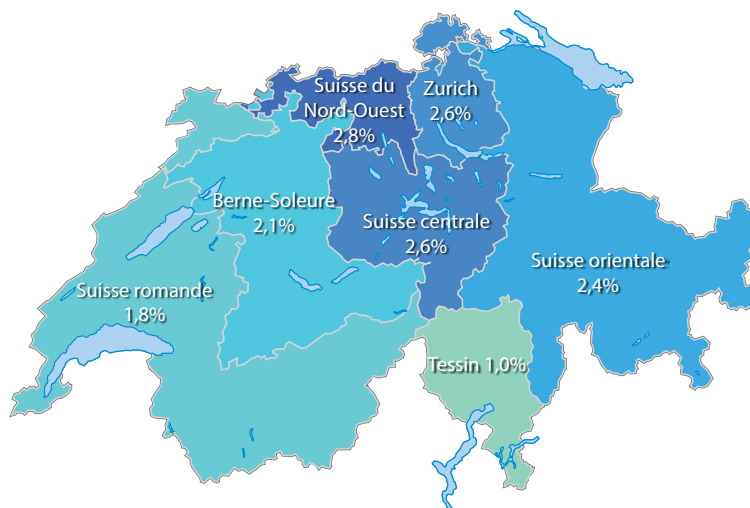
### La Suisse romande moins concernée

Au niveau des régions, les données de l'OFS, ainsi que celles du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) sur les places vacantes soumises à l'obligation d'annonce, montrent que la situation est moins tendue en Suisse romande. Celle-ci compte environ 25 000 places vacantes ou 1,8% des emplois, soit moins que la moyenne nationale. Dans d'autres régions, comme la Suisse du Nord-Ouest (2,8%), Zurich (2,6%) ou la Suisse centrale (2,6%), les difficultés de recrutement sont plus présentes. Au sud des Alpes, le bassin de frontaliers travaillant au Tessin permet au taux de places vacantes de s'inscrire à 1,0%.

La Suisse romande a créé de nombreux emplois durant les deux dernières décennies. Elle a aussi vu sa population évoluer de manière dynamique. De plus, la proximité avec la frontière élargit le bassin de provenance de la main-d'œuvre grâce aux travailleurs frontaliers. Par contre, les difficultés de recrutement étant proportionnellement plus présentes dans le secondaire, le taux de places vacantes est plus élevé dans des cantons industriels comme le Jura ou Neuchâtel.

#### Taux de places vacantes par région

Sources: Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, calculs propres



## Le secondaire plus touché que le tertiaire

Si, en nombre absolu, il y a plus de places vacantes dans le secteur tertiaire que dans le secondaire, cela s'explique par la prépondérance des services dans l'économie. En pour cent du total, le taux de places vacantes était de 2,8% sur le plan suisse dans le secteur secondaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2023, contre 2,1% pour le tertiaire. Il n'existe pas de données régionales représentatives sur cet aspect, mais la tendance est très vraisemblablement la même sur l'ensemble du territoire. Dans le secondaire, les branches les plus touchées sont l'industrie manufacturière, en particulier la fabrication de produits électroniques et l'horlogerie (4,0%). Dans le tertiaire, les activités informatiques et services d'information (3,6%), l'hôtellerie-restauration (3,0%) et l'information et la communication (2,9%) affichent des taux de places vacantes sensiblement plus élevés que la moyenne.

Secteurs et branches	Taux de places vacantes
<b>Total</b>	<b>2,2%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2,8%</b>
Industrie manufacturière	3,0%
Fabrication de produits métalliques	2,5%
Fabrication de produits électroniques, horlogerie	4,0%
Fabrication de machines et équipements non catégorisables ailleurs	3,6%
Construction	2,2%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,1%</b>
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,2%
Transport et entreposage	1,9%
Hébergement et restauration	3,0%
Information et communication	2,9%
Activités informatiques et services d'information	3,6%
Activités financières et d'assurance	2,6%
Activités immobilières et activités spécialisées	2,8%
Activités de services administratifs (sans activités liées à l'emploi)	2,1%
Administration publique	1,8%
Enseignement	0,6%
Santé humaine et action sociale	2,5%
Arts, spectacles, etc.; autres activités de services	1,2%

Source: Office fédéral de la statistique, 2<sup>e</sup> trimestre 2023

## Personnel qualifié avant tout

La pénurie de personnel concerne en premier lieu les collaboratrices et les collaborateurs qualifiés, au bénéfice d'une formation professionnelle supérieure, d'un diplôme d'une haute école ou ayant terminé un apprentissage. Un quart des entreprises font état de difficultés à recruter de telles personnes, voire dans certains cas indiquent qu'elles ne les ont pas (encore) trouvées. La situation s'est dégradée avec la crise du Covid-19.

Les difficultés de recrutement concernent aussi de plus en plus les collaboratrices et les collaborateurs non qualifiés, c'est-à-dire dont la formation initiale s'est terminée par l'école obligatoire. Le phénomène n'a pas la même ampleur qu'avec la main-d'œuvre qualifiée, mais touche 8% des entreprises.

### Difficultés de recrutement selon le niveau de formation

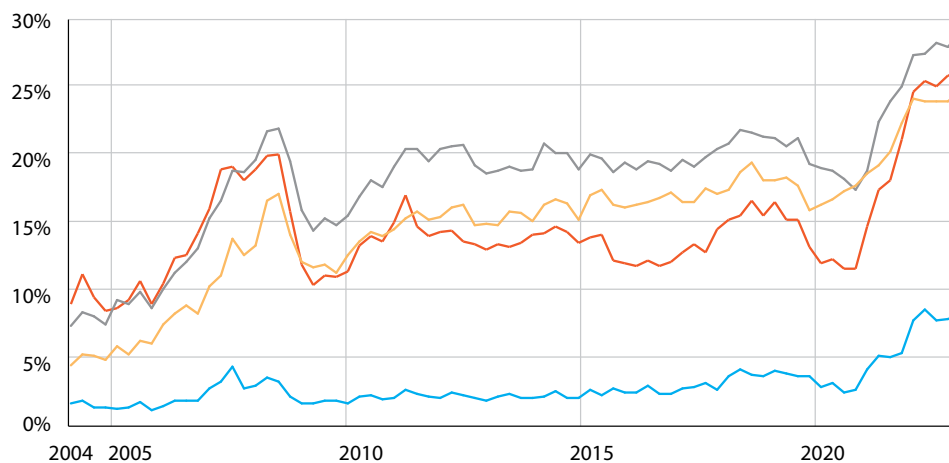
Personnel qualifié:

- Haute école
- Formation professionnelle supérieure
- Apprentissage

— École obligatoire

En pour cent des entreprises répondantes

Source: Office fédéral de la statistique



### Fort élan des créations d'emplois durant les vingt dernières années

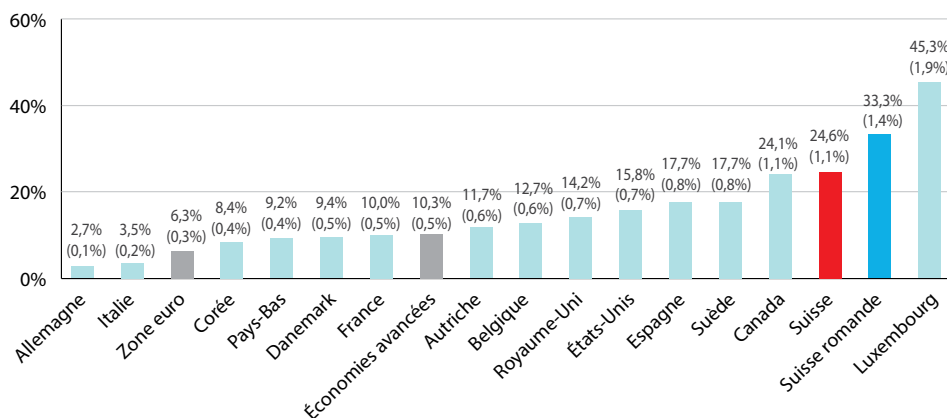
Les difficultés de recrutement sont la conséquence de plusieurs facteurs. L'un d'eux est la création de quantité d'emplois depuis le début du siècle, tant dans le pays que dans la région, faisant croître leur nombre de 24,6% en Suisse entre 2002 et 2022 et de 33,3% en Suisse romande. Ce rythme est plus rapide que dans les pays voisins ou que dans la plupart des pays industrialisés.

Les principaux développements concernent les services aux entreprises et les activités immobilières, ainsi que le secteur public et parapublic, en particulier dans la santé et l'éducation. Globalement, le secteur tertiaire représente près de neuf nouveaux emplois sur dix, en Suisse romande et dans le pays. La région se distingue toutefois par un développement plus soutenu dans le secondaire qu'en moyenne nationale, grâce notamment à la construction, mais aussi à l'industrie des machines et à l'horlogerie, ainsi qu'à la chimie-pharma.

#### Évolution du nombre d'emplois entre 2002 et 2022

En équivalents plein temps et en pour cent. Pour une sélection de pays et de groupes. Croissance cumulée et moyenne annuelle entre parenthèses.

Sources: Fonds monétaire international, Office fédéral de la statistique, QUANTITAS/HES-SO



### Immigration soutenue

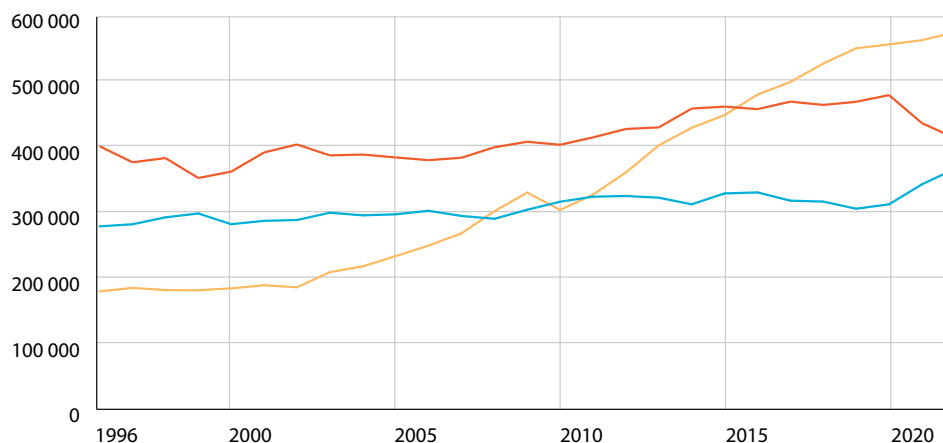
Pour occuper ces nouveaux postes, le pays et la région ont pu compter sur la main-d'œuvre étrangère. L'évolution démographique est proche de celle de l'emploi, avec une Suisse romande et une Suisse sensiblement plus dynamiques que la plupart des autres économies industrialisées. La population romande a augmenté de 26,3%, ce qui représente 476 000 nouveaux habitants entre 2002 et 2022. Plus de la moitié de ces derniers n'ont pas de passeport à croix blanche, ce qui équivaut à une hausse de la population étrangère de 54,1%.

Durant la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le pays et la région avaient connu des périodes durant lesquelles l'immigration était plus élevée qu'aujourd'hui. Il s'agissait cependant souvent d'ouvriers, alors que l'on parle maintenant de cols blancs bien formés. Il y a actuellement plus d'étrangers au bénéfice d'une formation tertiaire que d'une formation secondaire ou d'une formation de base, alors que c'était l'inverse il y a vingt ans. La même évolution s'observe pour la population suisse, tandis que la population étrangère ne comprend pas que des nouveaux arrivants, mais aussi des personnes vivant ici depuis longtemps. Cependant, la réalité est que, à l'heure actuelle, de très nombreux immigrés sont très bien formés.

#### Niveau de formation de la population étrangère

- Tertiaire
- Secondaire II
- École obligatoire

Source: Office fédéral de la statistique





### Chômage au plus bas depuis vingt ans

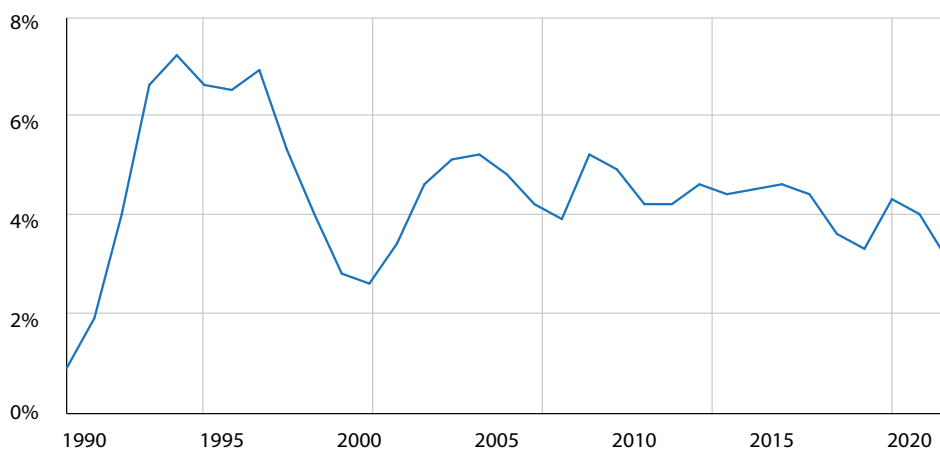
Cette immigration soutenue a cependant été juste suffisante pour pourvoir les emplois nouvellement créés, comme le montrent les difficultés de recrutement. Si la situation est problématique du point de vue des employeurs, elle est favorable pour la population active, avec un chômage au plus bas depuis vingt ans. Ainsi, en pour cent de la population active, le nombre de sans-emploi inscrits auprès d'un Office régional de placement (ORP) était de 3,0% en Suisse romande en septembre 2023. Ce chiffre se situe nettement en dessous de la moyenne des dix dernières années (4,1%).

L'amélioration s'observe aussi au niveau du taux de chômage au sens du Bureau international du travail, qui est défini de manière plus large. Ainsi, indépendamment de leur inscription ou non à un ORP, la part des personnes sans emploi, activement à la recherche d'un poste et immédiatement disponibles a reculé à 5,4% en Suisse romande au deuxième trimestre. Un niveau nettement inférieur à celui des dix dernières années (7,3%). L'amélioration s'observe partout dans le pays et s'avère particulièrement sensible pour la population étrangère.

#### Évolution du taux de chômage en Suisse romande

— Nombre de personnes inscrites auprès d'un Office régional de placement, en pour cent de la population active

Sources: Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique



### Renouvellement insuffisant de la population active

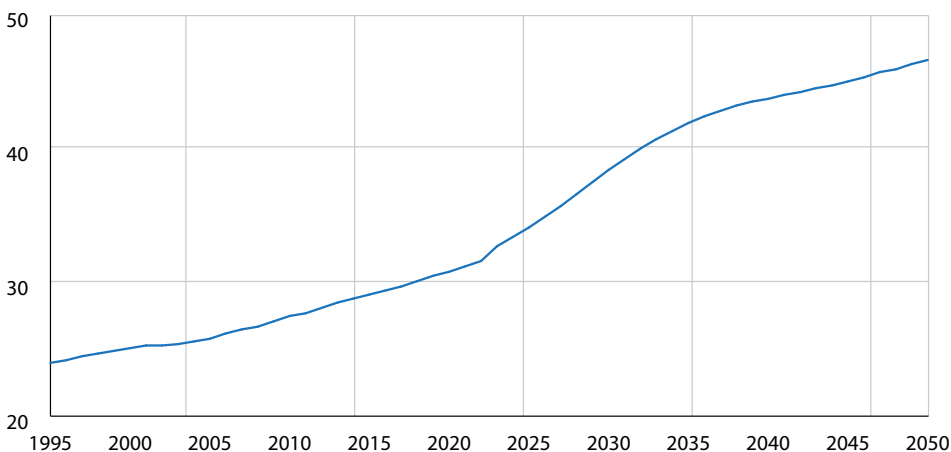
Dans ce contexte, le vieillissement de la population commence à déployer pleinement ses effets. La faible natalité depuis les années 1970, avec un taux de fertilité d'environ 1,5 enfant par femme dans le pays depuis un demi-siècle, se traduit par un renouvellement insuffisant de la population active. Si l'immigration a permis de compenser les effets de cette situation, les départs à la retraite des baby-boomers, c'est-à-dire les personnes nées entre 1946 et 1965, dégradent le ratio entre actifs et retraités.

Ainsi, le facteur de dépendance, soit le rapport entre le nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans, a commencé à se détériorer au tournant du siècle en Suisse, en passant au-dessus de 25. À environ 30 actuellement, ce rapport devrait se détériorer fortement ces prochaines années et passer au-dessus de 40 d'ici à une décennie, selon le scénario démographique de l'OFS. La situation est légèrement moins défavorable en Suisse romande qu'en moyenne nationale.

#### Évolution du rapport de dépendance en Suisse

— Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans

Sources: Office fédéral de la statistique, calculs propres



### Perspectives peu optimistes

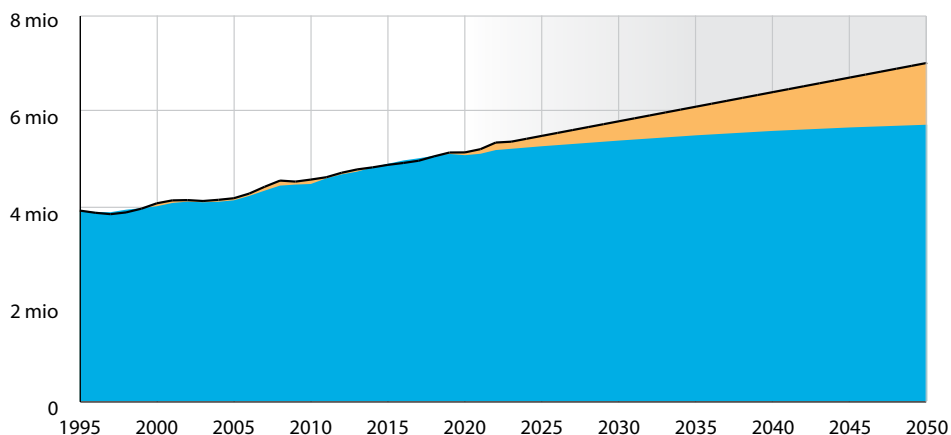
Le départ à la retraite des baby-boomers n'étant pas compensé par l'arrivée de jeunes gens sur le marché du travail, les difficultés de recrutement pourraient se renforcer. L'immigration devrait, dans une certaine mesure, atténuer les tensions, mais ne suffira vraisemblablement pas à combler les lacunes. Les besoins seront de plus en plus importants, tandis que la natalité baisse dans le monde entier, notamment dans les pays d'émigration traditionnels. Résultat: le scénario démographique de l'OFS prévoit un net ralentissement de la croissance de la population active.

Face à cela, rien n'indique un renversement de tendance dans les créations d'emplois. Si celles-ci se poursuivent au rythme de ces dernières décennies, soit environ 1% par an, le nombre de places vacantes pourrait augmenter ces prochaines années. Ainsi, l'écart entre la population active prévue dans le scénario démographique de l'OFS et le nombre d'emplois pourrait être équivalent à un demi-million de places vacantes d'ici dix à quinze ans. En Suisse romande, cela correspondrait à environ 150 000 places vacantes.

**Comparaison des perspectives démographiques et d'une poursuite de la croissance de l'emploi à son rythme historique**

- Nombre d'emplois (secteurs secondaire et tertiaire, évolution selon la tendance historique)
- Population active (selon le scénario de référence de l'OFS)
- Places vacantes résultantes

Sources: Office fédéral de la statistique, calculs propres



### Rééquilibrage?

Il est cependant peu probable que l'écart entre la population active et les emplois disponibles se creuse indéfiniment. À partir d'un certain niveau, la croissance va ralentir et il est possible que la courbe des créations d'emplois s'infléchisse quelque peu. De même, la démographie pourrait évoluer de manière plus favorable qu'anticipé par le scénario démographique, ce qui est régulièrement arrivé par le passé. Il est ainsi peu vraisemblable que le nombre de places vacantes atteigne un niveau aussi élevé que celui auquel une comparaison entre le scénario démographique et une poursuite des créations d'emplois au rythme historique peut faire penser. L'intérêt de cette comparaison réside dans l'analyse qualitative qu'elle permet, plus que dans une prévision quantitative.

De plus, d'autres freins à la croissance existent, tels que, à court terme, le ralentissement de la conjoncture mondiale et, à plus long terme, la remontée des tensions protectionnistes et géopolitiques depuis la dernière décennie ou les obstacles induits par les tensions avec l'Union européenne (freins à l'exportation dans certaines branches, mise à l'écart des programmes de recherche européens, absence d'accord dans le domaine de l'électricité, etc.). Les clés de la compétitivité et de la réussite du pays ainsi que de la région se trouvent notamment dans leur ouverture, dans une part importante de leur économie active dans des domaines à haute valeur ajoutée et dans une forte capacité d'innovation. Les conditions-cadres permettant à ces facteurs de déployer leurs effets ne sont plus aussi bonnes qu'auparavant.

Pour toutes ces raisons, chiffrer avec précision le nombre des emplois qui pourraient rester vacants à l'avenir n'est pas un exercice aisé. Cependant, trouver du personnel qualifié ne sera certainement pas plus facile demain qu'aujourd'hui. Ceci, simplement parce que le départ à la retraite des baby-boomers est une tendance de fond difficile à contrer.

## **Recrutement: un marché comme un autre?**

Par rapport à il y a quelques années, les tensions sur le marché du recrutement se sont renforcées et cette situation n'est pas passagère. Si la crise du Covid-19 a pu jouer un rôle, les causes sont avant tout structurelles. Dans un marché du recrutement de plus en plus concurrentiel, la question de leur positionnement en tant qu'employeur se pose pour toutes les entreprises. Trouver des clientes et des clients pour les prestations proposées est une nécessité. Trouver des collaboratrices et des collaborateurs pour délivrer à la clientèle ce qu'elle attend en est une autre.

Soigner les conditions de travail et les avantages pour être un employeur attrayant est important. Communiquer pour le faire savoir et réussir à s'adresser de manière différenciée aux différentes catégories de candidates ou de candidats potentiels devient aussi de plus en plus critique pour se démarquer par rapport à la concurrence. De ce point de vue, certains observateurs parlent d'aborder le marché du recrutement comme un autre marché, en considérant que la proposition ne porte pas dans ce cas sur un produit, mais sur un emploi dans l'entreprise. Cela implique de s'inspirer des techniques de marketing dans le recrutement: schématiquement, analyse du marché, des segments de candidates et de candidats potentiels ainsi que de leurs besoins, mise en rapport de ce résultat avec la proposition de l'entreprise en tant qu'employeur, puis mise en place de la communication et des dispositions favorisant les postulants.

Dans chaque entreprise, il n'y a souvent pas qu'un seul type de profil et donc pas qu'un seul type de candidate ou de candidat recherché. Il peut s'agir de personnes en formation, au début de leur carrière ou bénéficiant de plusieurs années d'expérience. En fonction du parcours professionnel, les attentes des unes et des autres ne sont pas les mêmes. De même, si certaines personnes privilégient un emploi traditionnel, d'autres recherchent, par exemple, plus d'indépendance et de flexibilité. Cela peut être par goût ou pour prendre soin d'un proche. Savoir s'adresser à des publics plus larges que leur bassin de recrutement traditionnel est aussi, pour les entreprises qui le peuvent, un moyen d'améliorer leur position sur le marché du recrutement.

## **Une IA pour occuper un poste vacant?**

D'autres solutions peuvent aider à alléger les difficultés de recrutement, telles que la formation ou l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail. Les gains en productivité en font aussi partie. Dans cette optique, les progrès de l'intelligence artificielle (IA) ouvrent aussi de nouvelles perspectives en matière d'automatisation de certaines tâches.

À l'occasion de l'édition 2020 de l'étude sur le PIB romand, les banques cantonales romandes s'étaient penchées sur le développement de l'IA. S'il est vrai que cela peut conduire à une évolution profonde de nombreux métiers – et peut-être à la marginalisation de certains –, les perspectives ne sont pas forcément négatives. Depuis la nuit des temps, les innovations techniques, la mécanisation puis l'utilisation de l'informatique ont fait évoluer le rôle de l'humain. De nouvelles activités sont apparues en même temps que de nouveaux besoins liés au progrès, et il n'y a pas de raison que cela se passe différemment aujourd'hui.

Naturellement, les questions que soulève l'IA sont nombreuses et couvrent un très vaste champ. En ce qui concerne les impacts de cette dernière sur le marché de l'emploi, la question se pose différemment en période de plein emploi, comme aujourd'hui en Suisse et dans d'autres économies, que dans une situation de chômage élevé. Mais au-delà des opportunités d'automatisation – et peut-être d'un besoin de reconversion professionnelle chez certaines personnes –, il est peu probable que le développement de l'IA soit une réponse miracle contre les difficultés de recrutement.

Cette situation reste donc l'un des défis majeurs à relever pour la Suisse romande comme pour l'ensemble du pays, si l'on veut prolonger le succès de ces dernières décennies.

## Exportations: fléchissement attendu en 2023

### Le commerce mondial freiné par la conjoncture

Les exportations romandes ont marqué le pas en 2022, avec une hausse de 2,1%, alors qu'elles avaient rebondi de 21,7% en 2021. Les ventes à l'étranger de machines, instruments de précision, produits horlogers et articles de bijouterie ont relativement bien résisté à la dégradation de la conjoncture mondiale, avec une hausse de 11,2% (par rapport à 26,2% en 2021). Par contre, les produits chimiques et pharmaceutiques affichent un recul de 16,2% (+15,0% en 2021). De manière globale, les ventes de produits romands à l'étranger s'inscrivent ainsi à un niveau historiquement élevé. Si elles se sont repliées aux États-Unis et ont stagné en Europe, elles ont augmenté dans le reste du monde, notamment en Asie (grâce au Japon et à Singapour) et au Proche-Orient.

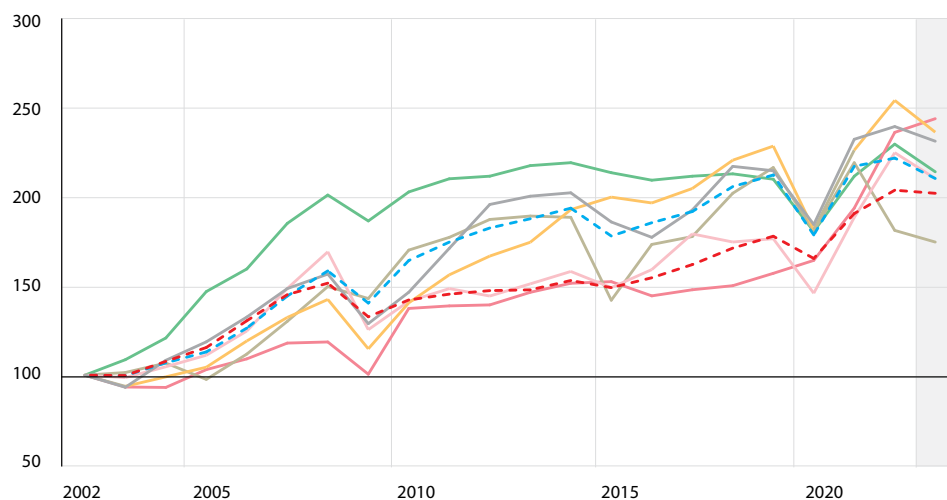
Sur la base des données suisses sur les neuf premiers mois de l'année (l'Office fédéral des douanes et de la sécurité aux frontières ne publie plus de données mensuelles cantonales), un renversement de tendance se dessine pour 2023. De janvier à septembre, les exportations ont fléchi 0,9% sur le plan national; les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines, les instruments de précision ainsi que l'horlogerie se montrent solides, tandis que les ventes à l'étranger d'autres catégories de produits sont en repli.

À l'heure d'écrire ces lignes, au début du quatrième trimestre 2023, il semble que la probabilité de voir l'ensemble de l'année se solder par une baisse des ventes de produits romands à l'étranger est relativement élevée. Les exportations de la région tendent à être plus sensibles que la moyenne nationale à la conjoncture mondiale. Le ralentissement de cette dernière pèse donc du mauvais côté de la balance.

#### Évolution comparée des exportations suisses, romandes et par canton romand

- Fribourg
- Genève
- Jura
- Neuchâtel
- Valais
- Vaud
- Suisse romande
- Suisse

Indice: 2002 = 100  
2023 = estimations; en raison des incertitudes, valeurs illustratives



#### Exportations par habitant

En francs courants  
Total conjoncturel (sans métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art)  
Classement selon les données 2022

	2020	2021	2022
Neuchâtel	105205	127360	105171
Genève	31356	38832	43141
Jura	27332	35293	42082
Vaud	16081	18658	20060
Fribourg	12077	15018	15266
Valais	10574	12302	14840
<b>Suisse romande</b>	<b>25450</b>	<b>30678</b>	<b>31023</b>
Suisse	25984	29727	31496

## PIB 2022 ainsi que prévisions 2023 et 2024 par secteur et branche

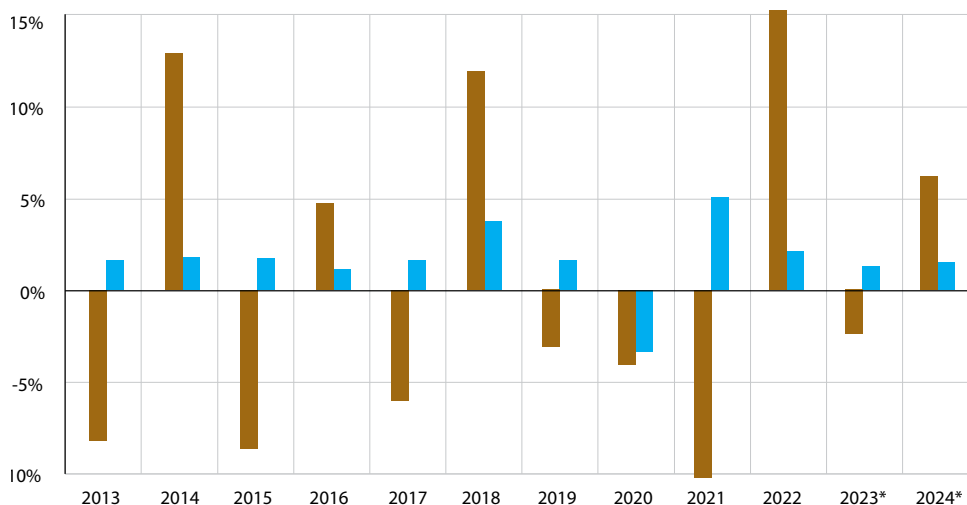
### Primaire: un été chaud après un printemps mitigé

Avec le climat le plus chaud et le plus ensoleillé depuis le début des mesures en 1864, l'année 2022 a contrasté avec 2021, une année froide et pluvieuse. La production agricole a fortement augmenté dans les cantons romands. En particulier, les revenus des grandes cultures, de l'arboriculture et de la vitiviniculture se sont redressés après avoir reculé l'année précédente en raison des conditions météorologiques défavorables. Cette année, si l'été a été chaud, il a été précédé par un printemps mitigé. Le bilan des récoltes 2023 n'était pas disponible à l'heure d'écrire ces lignes, mais divers pointages tendaient à montrer que celles-ci seraient vraisemblablement similaires ou un peu en retrait par rapport à l'année précédente. En termes de valeur ajoutée, le secteur primaire a rebondi de 15,6% en 2022. La valeur ajoutée pourrait fléchir de 2,4% en 2023, puis repartir à la hausse en 2024, au rythme de 6,3%.

Évolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire  
■ Suisse romande

\*Prévisions



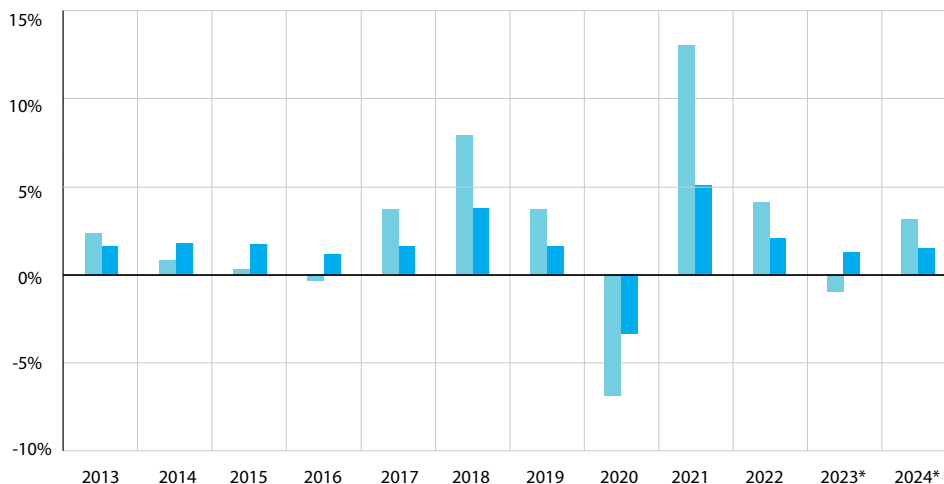
### Le secondaire face à des vents contraires

Après le rebond de 2021, le secteur secondaire a ressenti les effets du ralentissement conjoncturel en 2022, avec une croissance qui s'est repliée de 13,1% à 4,1%. Les activités tournées vers le marché domestique et celles qui dépendent de la demande étrangère n'ont pas été concernées de la même manière par la dégradation de l'économie mondiale, la remontée de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, mais elles ont toutes, à un degré ou à un autre, vu leur activité entravée par la conjoncture. En raison des perspectives mitigées concernant cette dernière, un léger repli de la valeur ajoutée du secondaire (-1,0%) se dessine pour cette année. La hausse de 3,2% de la valeur ajoutée attendue pour l'an prochain est un peu en trompe-l'œil, dans la mesure où elle serait alimentée avant tout par la chimie-pharma.

Évolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire  
■ Suisse romande

\*Prévisions



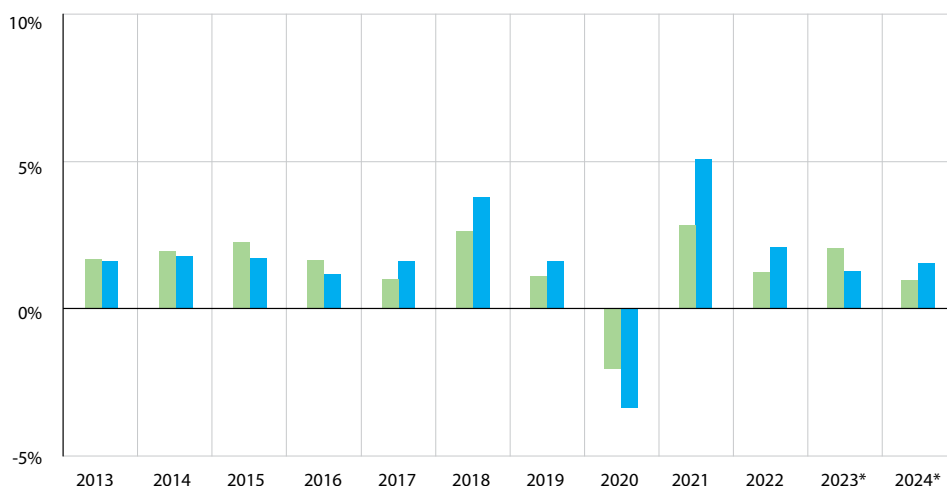
### Le tertiaire fait preuve de stabilité

Grâce à une demande intérieure toujours robuste, le secteur tertiaire a bien résisté au ralentissement de la conjoncture. Certes, sa croissance s'est repliée à 1,2% l'an dernier, alors qu'elle avait atteint 2,8% l'année précédente. Mais la performance de 2021 était alimentée par un rebond suivant la crise du Covid-19, tandis que celle de 2022 était plus proche de la croissance moyenne du tertiaire au cours des dix dernières années. L'inflation ou la hausse des taux d'intérêt n'ont pas été sans effets dans certaines branches, mais ceux-ci ont été compensés par la diversification du secteur des services et la robustesse de la conjoncture domestique. Pour cette année, les perspectives sont similaires, avec une croissance de 2,1%. L'an prochain, l'activité pourrait en revanche à nouveau ralentir quelque peu, avec une hausse de la valeur ajoutée attendue à 1,0%.

Évolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

- Secteur tertiaire
- Suisse romande

\*Prévisions



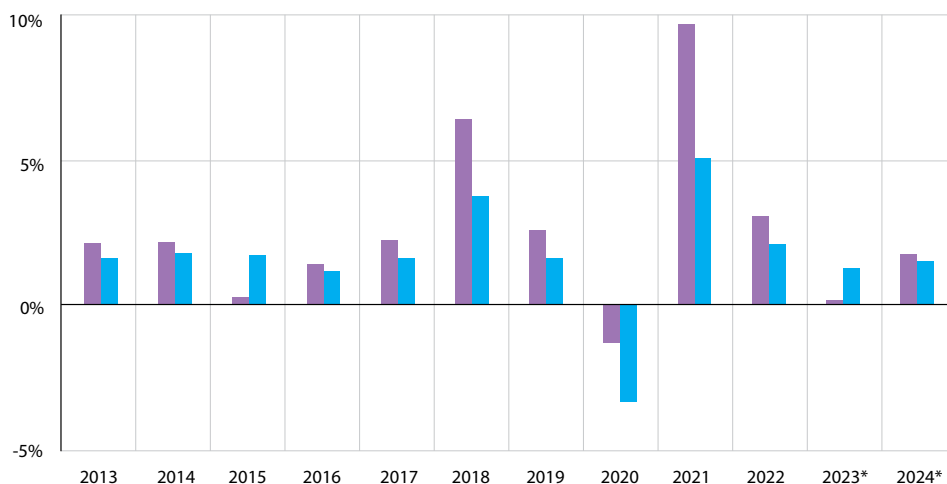
### Le quaternaire n'est pas immunisé contre la dégradation de la conjoncture

Qu'elles soient tournées vers la demande internationale ou domestique, les activités faisant partie du secteur quaternaire, c'est-à-dire l'ensemble des branches du secondaire et du tertiaire dans lesquelles le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, ont ressenti le ralentissement de la conjoncture. La croissance a reculé de 9,8% en 2021 à 3,1% en 2022. Pour cette année et l'an prochain, le manque de dynamisme de la conjoncture internationale et un possible fléchissement de la demande étrangère pour des produits «made in Western Switzerland» pourraient freiner les branches tournées vers les exportations. En revanche, une partie des branches du quaternaire bénéficiera de la stabilité de la demande intérieure. Au final, la valeur ajoutée pourrait stagner cette année (+0,2%) et augmenter de 1,8% l'an prochain.

Évolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

- Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
- Suisse romande

\*Prévisions



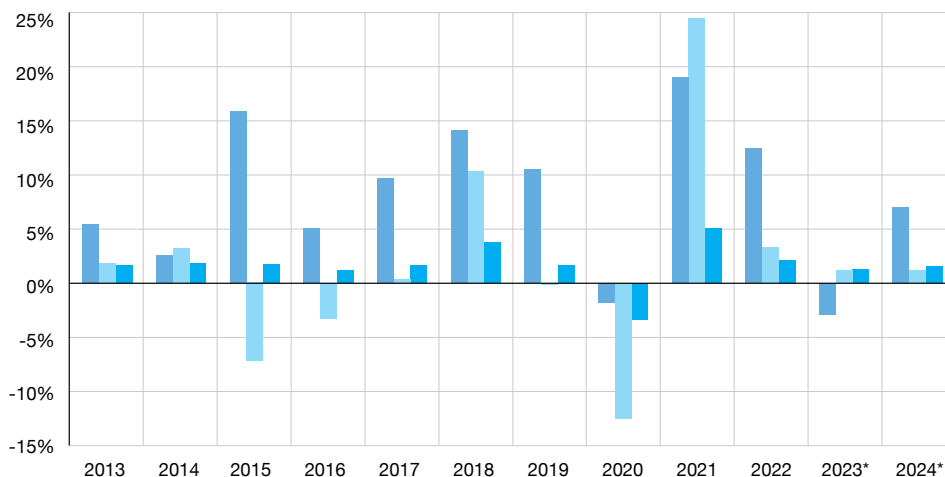
### Branches industrielles: perspectives contrastées

Après un fort rebond en 2021 suivant la crise du Covid-19, +24,6% pour l'industrie des machines et l'horlogerie et +19,1% pour la chimie-pharma, les activités industrielles ont vu leur activité ralentir dans le sillage de la dégradation de la conjoncture mondiale. En termes de valeur ajoutée, les premières ont affiché une croissance de 3,3% en 2022, tandis que la seconde a connu une hausse de 12,5%. Cette année et l'an prochain, l'industrie des machines et l'horlogerie devraient voir leur valeur ajoutée augmenter à un rythme modéré en raison du manque d'élan de l'économie mondiale, de respectivement 1,1% et 1,2%. Quant à la chimie-pharma, elle pourrait voir sa valeur ajoutée se replier à un niveau élevé (-2,9%) en 2023, puis augmenter de 7,0% en 2024.

Évolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

- Chimie, pharma
- Machines, instruments, horlogerie
- Suisse romande

\*Prévisions



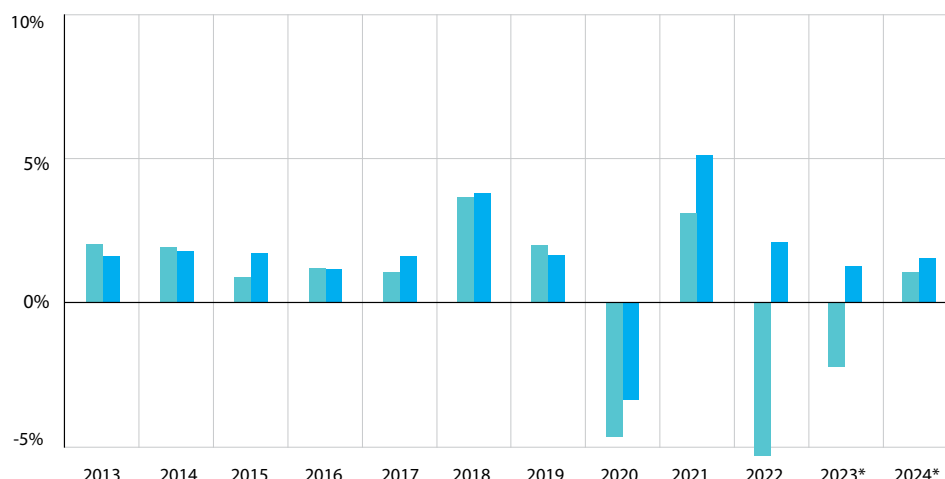
### La construction également touchée

Bien que la construction bénéficie d'une dynamique démographique toujours solide en Suisse romande, avec une hausse de la population résidente permanente d'environ 1% en 2022 et 2% en 2023 qui alimente la demande de logements, le secteur est aussi chahuté par la dégradation de l'environnement international. Par rapport à 2021, année marquée par des pénuries et une flambée des prix de certains matériaux de construction, synonymes d'allongement des délais de construction et de hausse des prix de revient, la situation n'est plus aussi tendue. Cependant, bien qu'elle se soit modérée, la hausse de prix s'est poursuivie en 2022 et la valeur ajoutée de la branche a baissé de 5,3%. Pour 2023, alors que les prix des matériaux de construction semblent globalement se stabiliser, la remontée des taux d'intérêt freine la demande et un repli de 2,2% est attendu. En 2024, la valeur ajoutée pourrait augmenter à nouveau, de 1,1%.

Évolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

- Construction
- Suisse romande

\*Prévisions



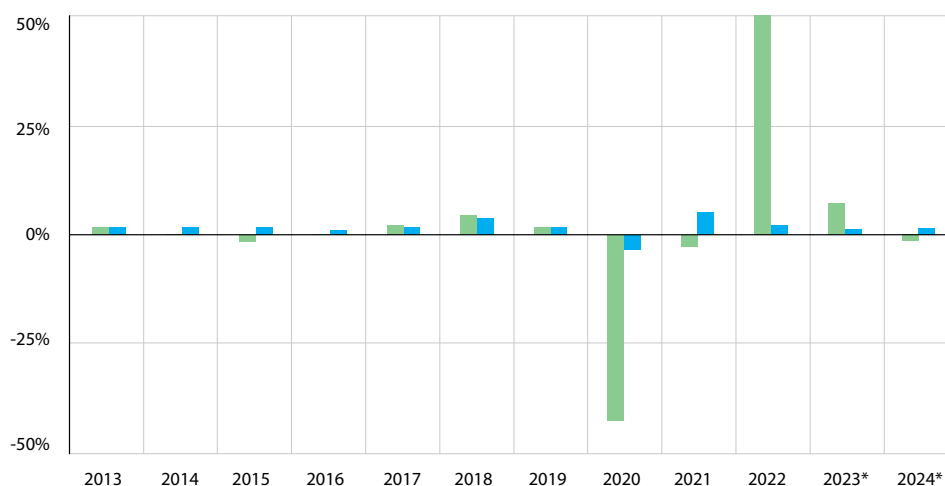
### Rebond dans l'hôtellerie-restauration

Le retour à la normale après presque deux ans d'une activité perturbée par des mesures de protection a permis à l'hôtellerie-restauration de connaître un fort rebond en 2022. Du côté des hôtels, alors que la fréquentation de la clientèle indigène avait en partie compensé l'absence de nombreux hôtes étrangers l'année précédente, c'est le retour de ces derniers qui a permis une hausse du nombre de nuitées de 35,6%. Dans la restauration, les chiffres d'affaires se sont redressés après la levée des mesures de protection au début de l'année. Ainsi, la valeur ajoutée a rebondi de 50,7%. Cette année, les sept premiers mois ont à nouveau connu une hausse du nombre de nuitées, alors que les conditions météorologiques ont été favorables. Par contre, l'inflation complique le quotidien des exploitants d'établissements publics. La valeur ajoutée devrait poursuivre son rebond, mais à un rythme plus modéré (7,2%). L'an prochain, elle pourrait fléchir légèrement (-1,5%).

Évolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration  
■ Suisse romande

\*Prévisions



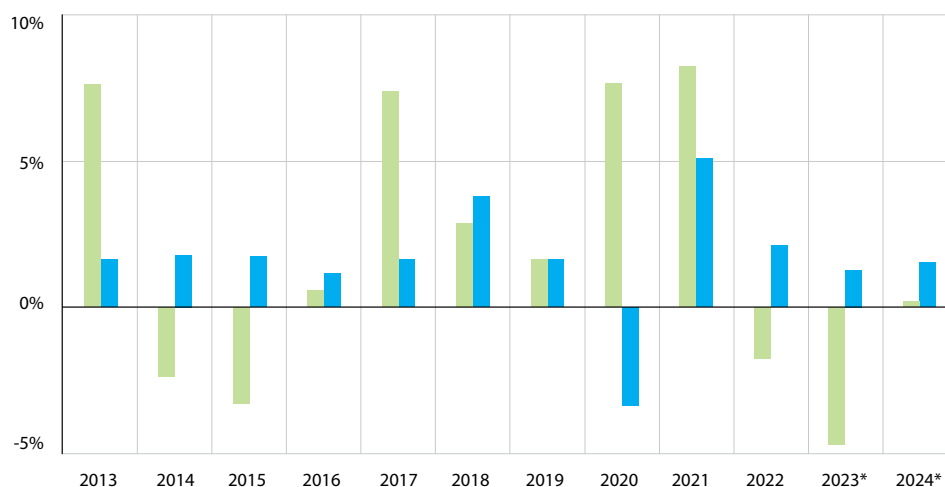
### Services financiers: marchés financiers perturbés

Le retour de l'inflation et la remontée rapide des taux d'intérêt en 2022 ont quelque peu chahuté les marchés financiers. Ainsi, le Swiss Bond Index, référence pour les obligations en francs suisses, et le Swiss Performance Index, indice élargi des actions cotées à la bourse suisse, ont cédé plus de 10%, poussant à la baisse la valeur des placements gérés par les banques ou les assureurs. La valeur ajoutée des services financiers a baissé de 1,8%. Sur les trois premiers trimestres, les obligations et les actions ont globalement fait du sur place. En termes de valeur ajoutée, les prévisions portent sur un nouveau repli en termes réels (-4,7%) cette année, avant une stabilisation (+0,2%) l'an prochain.

Évolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances  
■ Suisse romande

\*Prévisions





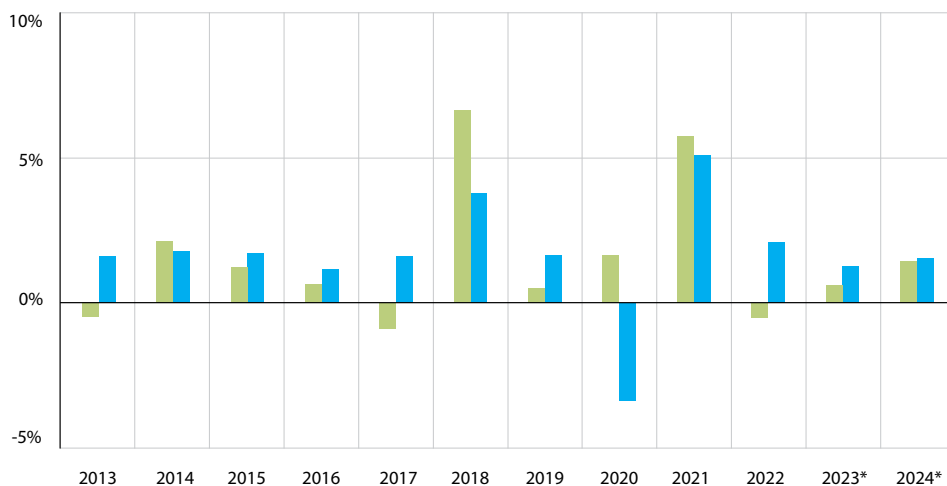
### Les services aux entreprises freinés par la dégradation de la conjoncture

Après un fort rebond en 2021, la valeur ajoutée des services aux entreprises et activités immobilières a stagné en 2022 (-0,5%). Le ralentissement de la croissance, l'inflation et la hausse des taux d'intérêt ont créé un climat d'incertitude, qui a freiné la demande pour des prestations de services. Les vents contraires restent présents en 2023 et la valeur ajoutée de la branche devrait à nouveau stagner (+0,6%). Il reste que l'inflation semble maîtrisée en Suisse et qu'une poursuite de la hausse des taux d'intérêt n'est pas à l'ordre du jour. Pour 2024, les prévisions vont plutôt dans le sens d'une normalisation, avec une augmentation de la valeur ajoutée de 1,4%.

Évolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

- Services aux entreprises
- Suisse romande

\*Prévisions



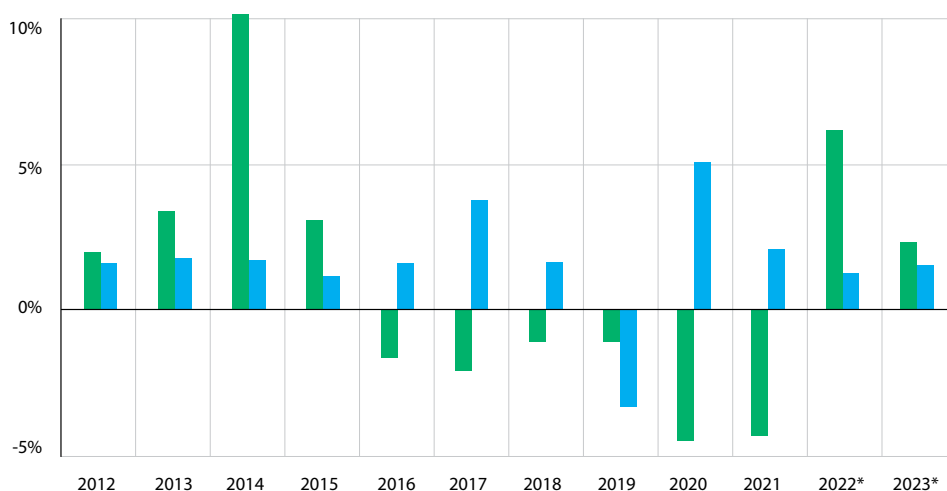
### L'inflation pèse sur le commerce

La poussée d'inflation, qui a culminé à 3,5% en août 2022, n'a pas été sans effet sur le commerce. Sur le plan national, les ventes au détail ont progressé de 1,7% en termes nominaux l'an dernier, mais ont stagné (+0,1%) en termes réels. Notamment, les ventes de denrées alimentaires et d'articles d'aménagement intérieur ont baissé, tandis que celles d'équipements informatiques, de biens culturels ainsi que de vêtements et chaussures ont augmenté. La valeur ajoutée de la branche a diminué de 4,4%. Cette année, le contexte est similaire, avec toutefois une situation moins favorable pour les biens culturels et l'habillement. En revanche, l'inflation s'est repliée et elle est repassée en juin sous la barre des 2% pour osciller entre 1,6% et 1,7% jusqu'en septembre. La croissance de la branche pourrait rebondir à 6,2% cette année et à 2,3% l'an prochain.

Évolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande

\*Prévisions



### Dans la même direction

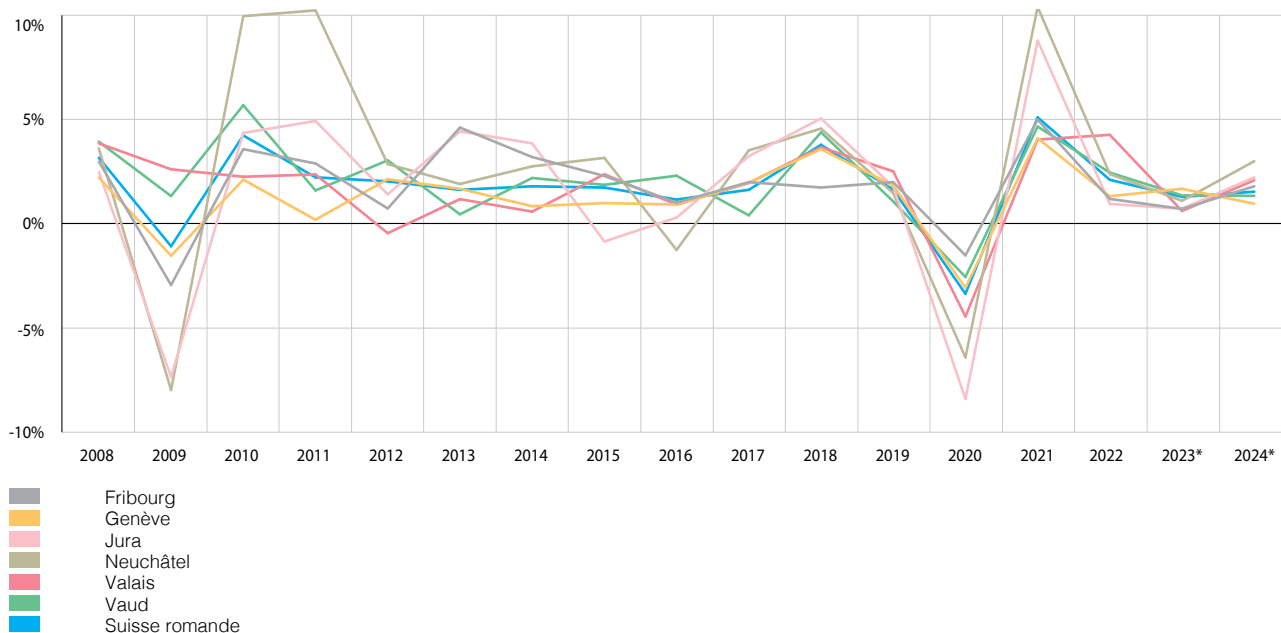
Après une solide reprise économique post-covid en 2021, tous les cantons romands ont vu leur croissance se replier en 2022, en raison du ralentissement conjoncturel généralisé. Les évolutions ont cependant quelque peu différé de l'un à l'autre, en fonction des différences de leurs profils.

Ainsi, le Valais a bénéficié de la poursuite du développement de sa chimie-pharma ainsi que du rétablissement de son hôtellerie-restauration après la levée des mesures de protection en Suisse. En raison de la forte composante industrielle de leurs économies, les cantons du Jura et de Neuchâtel ressentent plus fortement les hauts et les bas de la conjoncture mondiale. Malgré la dégradation de cette dernière, l'industrie des machines et l'horlogerie ont continué sur leur lancée de l'année précédente, soutenant la conjoncture dans ces deux cantons. Dans le cas de Fribourg, de Genève et de Vaud, le tassement de l'activité s'observe globalement dans toutes les branches. Les évolutions des PIB des cantons romands en 2022 se sont, au final, inscrites dans une fourchette relativement large, de 0,9% à 4,3%.

Pour cette année, les prévisions de croissance sont relativement proches d'un canton à l'autre, entre 0,6% et 1,4%, et reflètent les effets du manque d'impulsion provenant de l'économie mondiale. L'an prochain, la conjoncture devrait évoluer de manière similaire. Les rythmes de croissance attendus dans les cantons romands s'inscrivent à nouveau dans une fourchette relativement étroite, entre 0,9% et 3,0%.

Les prévisions sont cependant à considérer avec prudence, les facteurs d'incertitude étant nombreux. Le risque de pénurie d'énergie durant l'hiver ne peut être écarté. Le contexte géopolitique est très tendu. L'inflation pourrait s'avérer plus persistante qu'anticipé, ne permettant pas aux banques centrales d'assouplir leur politique monétaire. Un niveau d'endettement élevé est aussi de nature à freiner la conjoncture dans certains pays. D'autres facteurs, tels que l'évolution du cours du franc ou les relations Suisse-Union européenne, demeurent présents.

### Évolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)



\*Prévisions

### Les cantons romands en quelques chiffres et comparaison avec la Suisse romande et la Suisse

	Population 2022	Superficie (km <sup>2</sup> )	Habitants/km <sup>2</sup>	PIB nominal* 2022 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Équivalents plein temps (EPT, 2022**)	PIB nominal*/EPT (CHF)
Fribourg	334 465	1 671	200	21 075	63 011	123 137	171 151
Genève	517 802	282	1 833	59 196	114 322	317 871	186 228
Jura	73 865	839	88	5 209	70 517	36 278	143 581
Neuchâtel	176 245	803	219	17 334	98 353	88 857	195 079
Valais	357 282	5 224	68	21 423	59 960	150 302	142 530
Vaud	830 791	3 212	259	63 077	75 925	390 447	161 552
Suisse romande	2 290 450	12 032	190	187 314	81 781	1 106 891	169 226
Suisse	8 815 385	41 285	214	779 497	88 425	4 298 805	181 329

\* Après impôts, moins subventions

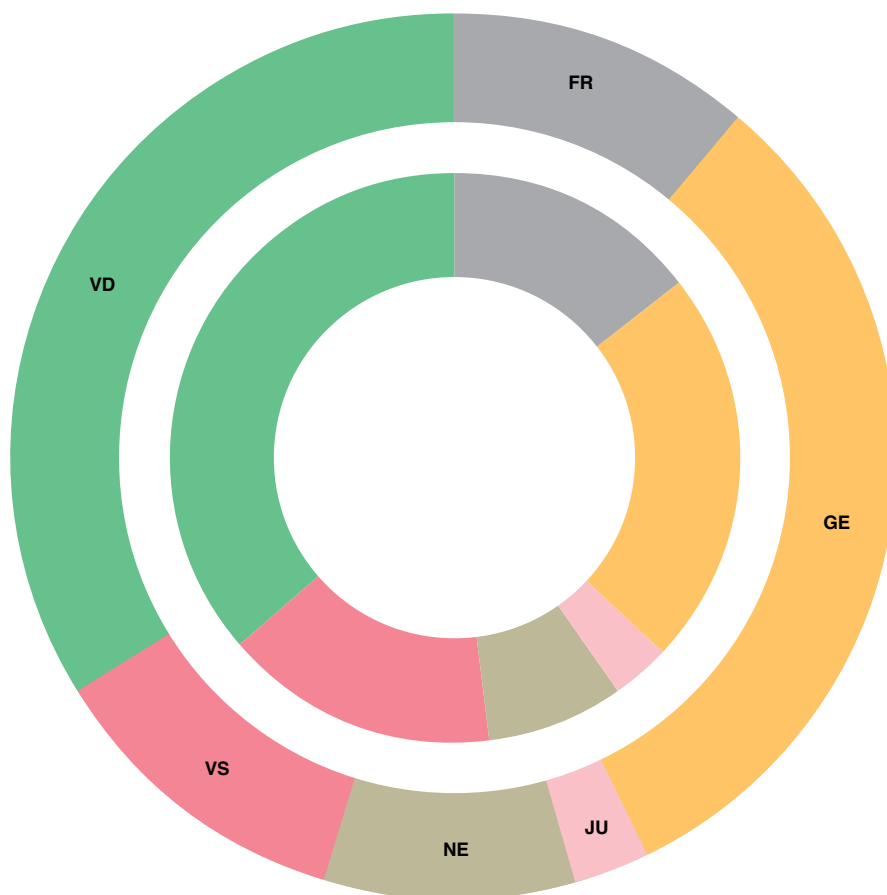
\*\* Estimation

#### Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population	Part du PIB
Fribourg	15%	11%
Genève	23%	32%
Jura	3%	3%
Neuchâtel	8%	9%
Valais	16%	11%
Vaud	36%	34%

\*Nominal, après impôts, moins subventions

Centre du graphique: part de la population  
Périphérie: part du PIB



## FRIBOURG Un mix d'activités porteur



**Décomposition du PIB fribourgeois (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>1,7%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>29,1%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	6,1%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	6,8%
Machines, instruments, horlogerie	7,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,7%
Construction	7,1%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>69,2%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	15,9%
Hôtellerie-restauration	1,7%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,0%
Activités financières et assurances	5,2%
Activités immobilières, services aux entreprises	17,7%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,7%
Autres	0,9%



Sans être un canton industriel, Fribourg fait partie de ceux dans lesquels la part du secteur secondaire dans le PIB est sensiblement plus élevée qu'en moyenne romande: 29,1% en moyenne entre 2013 et 2022. Cela s'explique notamment par une industrie alimentaire (6,1%) et une branche de la construction (7,1%) très présentes. L'industrie des machines (7,4%) est également assez développée dans le canton, sans toutefois s'écarter de la moyenne romande. Dans le tertiaire, il en va de même pour le commerce (15,9%).

L'économie fribourgeoise a fortement profité ces dernières années de la progression du secteur tertiaire, en particulier du commerce et des activités de services, ainsi que de l'activité de construction. Fribourg est le champion suisse de la démographie, avec une augmentation de sa population de 12,4% entre 2013 et 2022. Il affiche un taux de chômage (2,1% en 2022 et 2,0% en septembre 2023) plus bas que la moyenne romande (respectivement 2,9% et 3,0%) et proche de la moyenne suisse (2,0% et 2,0%).

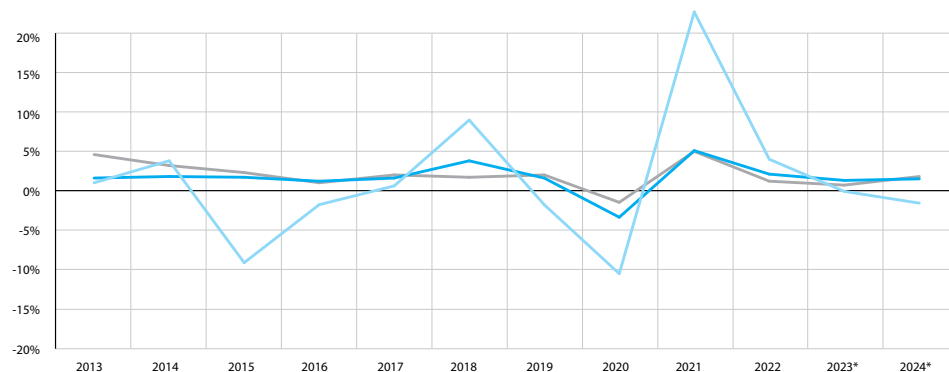
Avec un PIB en hausse de 1,2% en 2022, la vitesse de la reprise dans le canton de Fribourg a été un peu en retrait par rapport à la moyenne romande. Il devrait voir son PIB progresser de 0,7% cette année et de 1,8% l'an prochain.

### Fribourg

**Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)**

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Fribourg

\*Prévisions

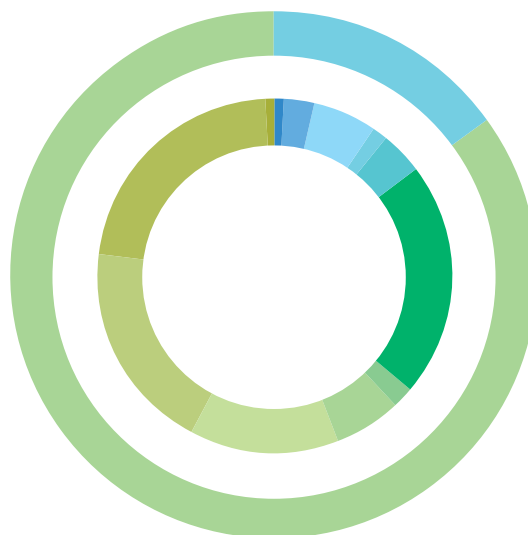


## GENÈVE Forte empreinte de la place internationale



**Décomposition du PIB genevois (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>0,2%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>14,8%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	0,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	3,1%
Machines, instruments, horlogerie	5,9%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	3,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>84,9%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	21,2%
Hôtellerie-restauration	1,9%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,9%
Activités financières et assurances	13,8%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,3%
Autres	0,6%



Avec près de 9 francs sur 10 issus des activités de services, l'économie genevoise est un cas à part. Le secteur tertiaire représente 84,9% du PIB cantonal, ce qui est notamment dû à des parts plus importantes que la moyenne de la branche du commerce (21,2%) et des services financiers (13,8%). Cela s'explique par le statut de Genève, ville internationale et ville centre, ainsi que par sa place financière et son pôle de négoce de matières premières. Le canton abrite aussi des industries chimiques (arômes) et horlogères importantes.

L'économie genevoise a notamment été freinée ces dernières années par les changements dans la gestion de fortune transfrontalière, avec l'introduction de l'échange automatique de renseignements fiscaux et le renforcement de la réglementation. Le développement du négoce de matières premières et des activités associées, telles que le financement, a partiellement compensé ce manque à gagner. La démographie cantonale a été relativement dynamique, avec une augmentation de la population de 9,5% entre 2013 et 2022. Traditionnellement, le taux de chômage (3,7% en 2022 et 3,9% en septembre 2023) est plus élevé que la moyenne romande.

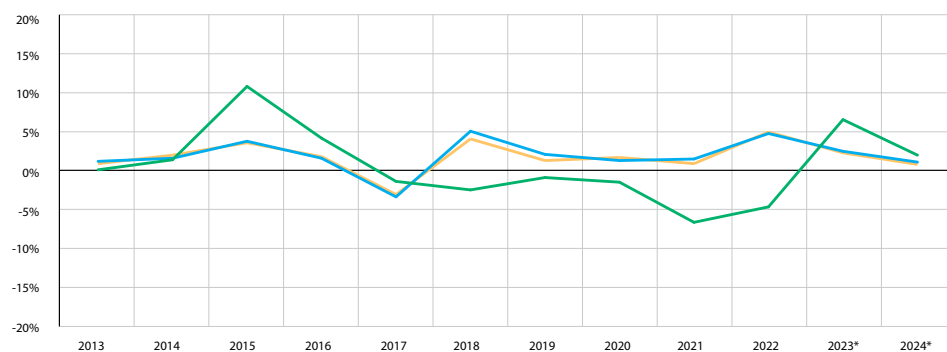
Le ralentissement conjoncturel a globalement été ressenti dans l'ensemble de l'économie et le PIB genevois a progressé de 1,3% l'an dernier. Cette année et l'an prochain, des hausses de 1,7% et 0,9% sont attendues.

### Genève

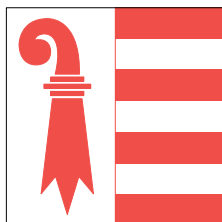
**Évolution comparée des services financiers et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)**

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande
- PIB Genève

\*Prévisions

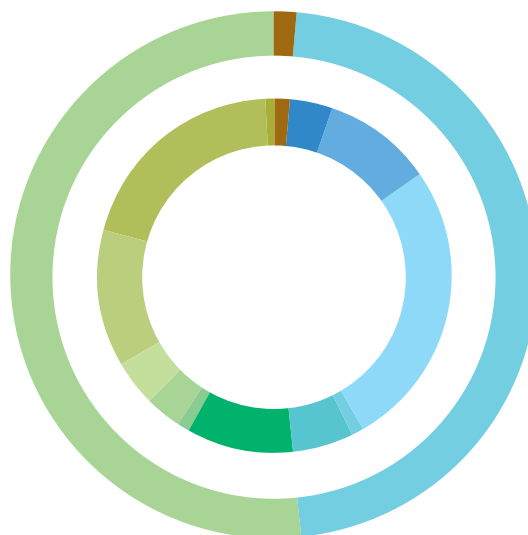


## JURA L'industrie manufacturière au premier plan



**Décomposition du PIB jurassien (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>1,5%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>46,9%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,0%
Machines, instruments, horlogerie	26,6%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	5,3%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>51,6%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	9,8%
Hôtellerie-restauration	1,2%
Transports, postes, télécommunications, édition	3,3%
Activités financières et assurances	4,1%
Activités immobilières, services aux entreprises	12,6%
Administration publique, santé, éducation, sports	19,9%
Autres	0,7%



Le canton du Jura, avec celui de Neuchâtel, est l'un des deux cantons manufacturiers de Suisse romande. Son secteur secondaire pèse 46,9% (moyenne entre 2013 et 2022) de son PIB, en raison notamment des parts élevées de l'industrie des machines et de l'horlogerie (26,6%) ainsi que de la chimie-pharma (10,0%), plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie jurassienne a profité ces dernières années du développement de ces groupes de branches. La construction et le commerce, ainsi que les services financiers, les services aux entreprises et les activités immobilières, ont également contribué à la croissance. La population de ce canton frontalier a augmenté de 3,0% entre 2013 et 2022. Le taux de chômage (3,6% en 2022 et 3,3% en septembre 2023) est un peu au-dessus de la moyenne romande.

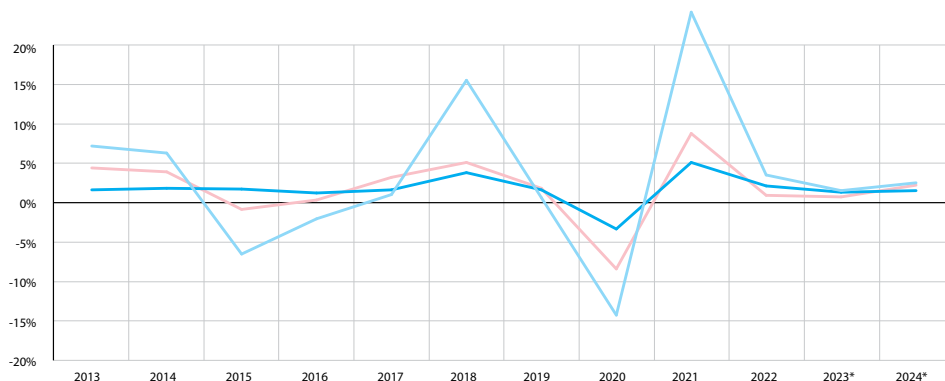
L'industrie des machines et l'horlogerie ayant gardé leur élan malgré le ralentissement de la conjoncture mondiale, le canton du Jura a vu son PIB progresser de 0,9% en 2022. Avec la dégradation du contexte international, la croissance pourrait ralentir à 0,7% en 2023. En 2024, elle pourrait remonter à 2,2%.

### Jura

**Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)**

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Jura

\*Prévisions

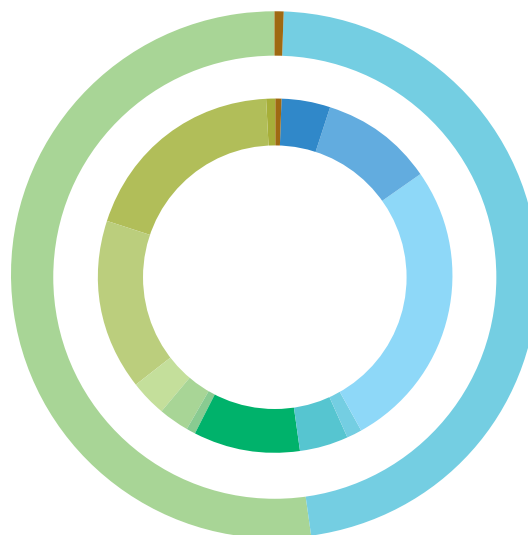


## NEUCHÂTEL Tourné vers les exportations



**Décomposition du PIB neuchâtois (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>0,6%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>47,4%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,4%
Machines, instruments, horlogerie	26,5%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,4%
Construction	4,6%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>52,0%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	9,5%
Hôtellerie-restauration	1,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	2,8%
Activités financières et assurances	3,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	15,5%
Administration publique, santé, éducation, sports	19,2%
Autres	0,7%



Avec le Jura, Neuchâtel constitue l'un des pôles manufacturiers de la Suisse romande. Représentant 47,4% du PIB cantonal (moyenne entre 2013 et 2022), le secteur secondaire est très développé. L'industrie des machines et l'horlogerie (26,5%) ainsi que la chimie-pharma (10,4%) sont sensiblement plus présentes qu'en moyenne romande.

La progression ces dernières années des activités manufacturières, en particulier de la chimie-pharma, a bénéficié à l'économie neuchâtoise. La croissance du canton a également été alimentée par la construction, le commerce, les services financiers ou les services aux entreprises et activités immobilières. La population a augmenté de 0,1% entre 2013 et 2022. Le taux de chômage (2,7% en 2022 et 2,6% en septembre 2023) est proche de la moyenne romande.

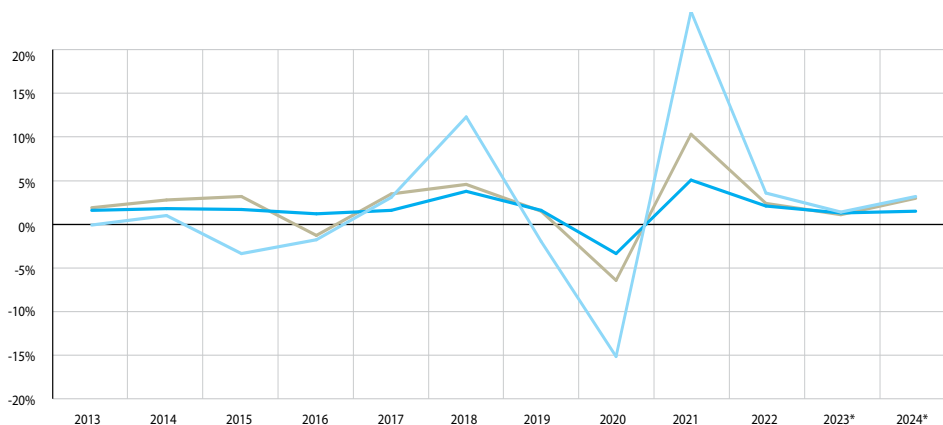
Malgré sa sensibilité aux aléas de la conjoncture mondiale, le PIB neuchâtois a progressé de 2,4% en 2022, plus que la moyenne romande. L'affaiblissement de la croissance mondiale pourrait conduire à un repli de la croissance à 1,1% en 2023. Celle-ci pourrait réaccélérer à 3,0% en 2024.

### Neuchâtel

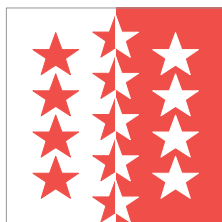
**Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtois (valeurs réelles)**

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

\*Prévisions



## VALAIS Aussi la chimie-pharma et l'énergie



**Décomposition du PIB valaisan (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>1,6%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>28,9%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,2%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	11,7%
Machines, instruments, horlogerie	2,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	4,6%
Construction	7,0%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>69,5%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	11,9%
Hôtellerie-restauration	3,9%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,2%
Activités financières et assurances	5,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,5%
Autres	1,1%



Le canton du Valais a un profil un peu particulier. Sa réputation en tant que destination touristique se reflète dans une part de l'hôtellerie et de la restauration (3,9%) plus grande que la moyenne romande. Une autre caractéristique réside dans le poids élevé du secondaire (28,9%) dans le PIB cantonal. La chimie-pharma (11,7%), la production d'énergie (4,6%) et la construction (7,0%) sont plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie valaisanne a notamment bénéficié ces dernières années du développement de la chimie-pharma. Le commerce, les services financiers ainsi que les services aux entreprises et activités immobilières ont également alimenté la croissance. La démographie a été dynamique, avec une hausse de la population de 9,3% entre 2013 et 2022. Le canton connaît un taux de chômage (1,9% en 2022 et 2,0% en septembre 2023) plus bas que la moyenne romande.

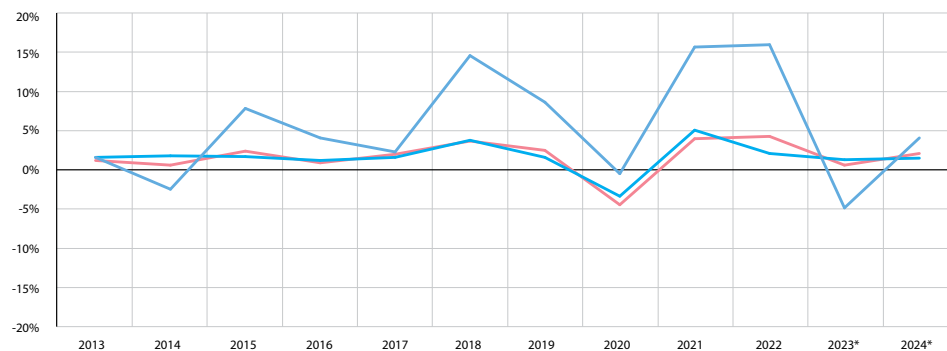
Le Valais a affiché une croissance de 4,3% en 2022, le rythme le plus rapide de Suisse romande grâce au développement de la chimie-pharma. Pour 2023 et 2024, un repli de la croissance à 0,6% puis un rebond de celle-ci à 2,1% sont attendus.

### Valais

**Évolution comparée de la chimie-pharma et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)**

Chimie-pharma Suisse romande  
PIB Valais

\*Prévisions





**VAUD** Très diversifié



**Décomposition du PIB vaudois (valeurs moyennes 2013-2022, centre = branches, périphérie = secteurs)**

<b>Secteur primaire</b>	<b>1,0%</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>19,4%</b>
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	5,7%
Machines, instruments, horlogerie	4,8%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,7%
Construction	4,7%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>79,6%</b>
Commerce de gros et de détail, réparations	15,2%
Hôtellerie-restauration	1,8%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,9%
Activités financières et assurances	7,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	24,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	25,3%
Autres	0,9%



L'économie vaudoise est au premier abord celle qui ressemble le plus à la moyenne romande ou Suisse, avec près de quatre cinquièmes de tertiaire (79,6%), un cinquième de secondaire et un pour cent de primaire. Parmi ses branches phares se trouvent notamment les services aux entreprises et activités immobilières (24,1%), en lien notamment avec la présence dans le canton de quartiers généraux d'entreprises internationales et de fédérations sportives. Le canton abrite aussi des sociétés de secteurs variés: horlogerie, industrie alimentaire, pharma, machines, etc.

La chimie-pharma a d'ailleurs été l'un des principaux moteurs de la croissance de ces dernières années, aux côtés du commerce, des services financiers et des services aux entreprises et activités immobilières. Le canton se distingue aussi par une démographie dynamique, avec une augmentation de sa population de 10,8% entre 2013 et 2022. Il affiche un taux de chômage (3,2% en 2022 et 3,3% en septembre 2023) proche de la moyenne romande.

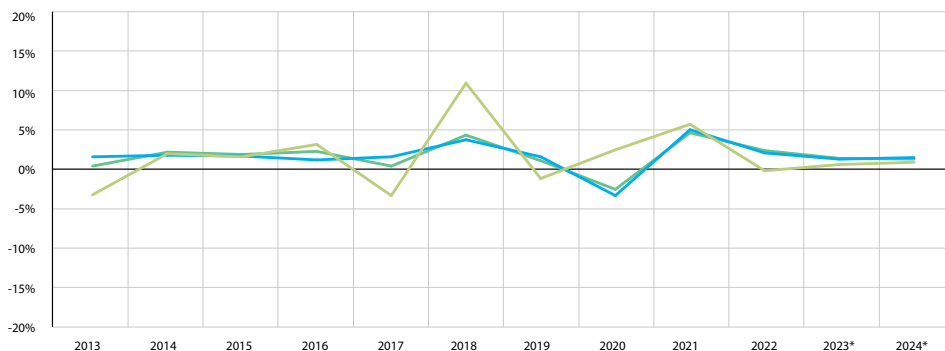
À 2,4% l'an dernier, le rythme du rebond du PIB est similaire à la moyenne romande. Pour cette année et l'an prochain, la croissance est attendue en repli, à 1,4% et 1,3%.

**Vaud**

**Évolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)**

- Services aux entreprises et activités immobilières
- Suisse romande
- PIB Vaud

\*Prévisions



## RETOUR SUR LES PRÉVISIONS

Les estimations de croissance sont un art complexe. De la fin d'une année au moment de la publication des premiers comptes nationaux par l'OFS s'écoulent environ trois trimestres. Pour les comptes cantonaux de l'OFS, il faut attendre près de deux ans. Entre-temps, le SECO diffuse une série d'estimations nationales, qui peuvent être sensiblement révisées d'une fois à l'autre. Ces révisions se répercutent sur les estimations des PIB cantonaux. De même, d'autres statistiques utilisées pour le calcul des PIB cantonaux font également l'objet de révisions périodiques. La méthodologie est expliquée en page 27.

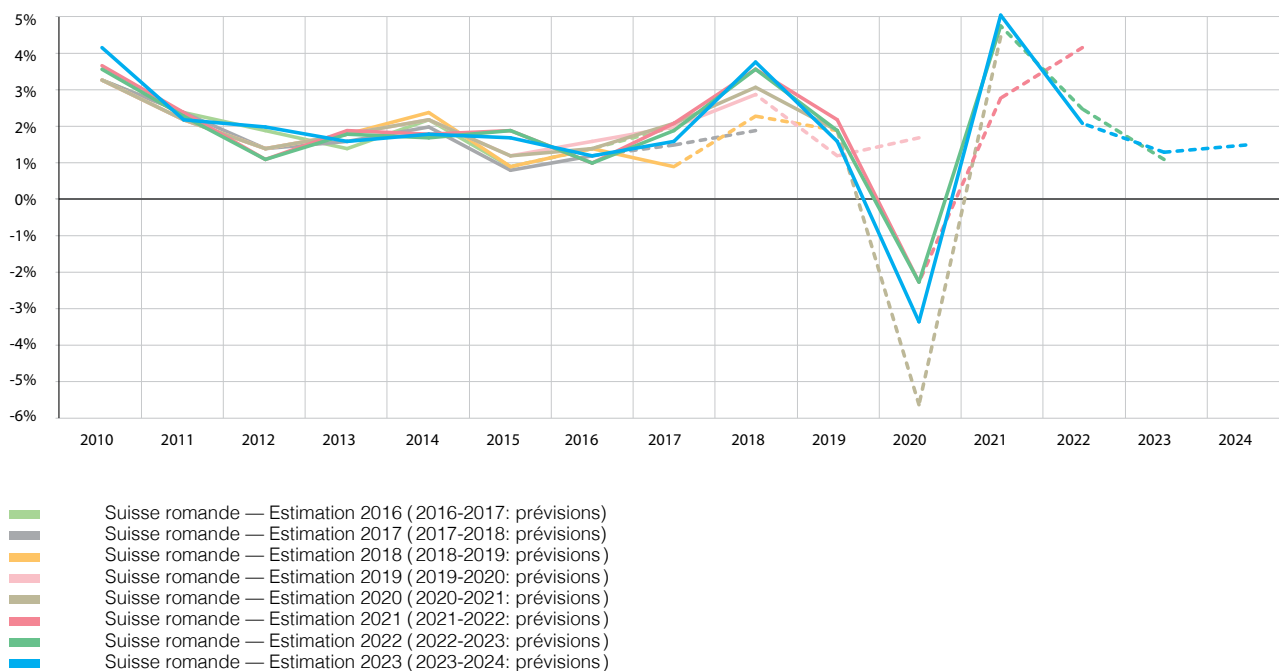
Il en découle que les données chiffrées du PIB romand peuvent quelque peu varier d'une édition à la suivante. Cependant, sur le long terme, celles-ci sont relativement cohérentes et donnent une bonne vue de la dynamique économique.

C'est également le cas des prévisions, même si elles peuvent aussi être entachées d'erreurs plus ou moins sensibles. Ces dernières peuvent être dues en partie à des révisions de statistiques, mais aussi au fait que des éléments qui façonneront les années sur lesquelles les prévisions portent ne sont pas encore connus ou sont difficiles à anticiper à l'instant où les prévisions sont établies. Prédire l'avenir n'est pas plus simple que mesurer le passé.

À ce titre, la crise du Covid-19, suivie de près par la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie, la flambée d'inflation, les risques de pénurie d'énergie, le coup de frein à la reprise mondiale ou le regain de tensions au Proche-Orient se situent parmi les surprises importantes pour l'économie romande, suisse et mondiale de ces dernières années. Avant cela, la crise financière et économique de 2008-2009, l'abandon par la BNS du cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro en 2015 ou le manque d'élan de la conjoncture européenne et mondiale ont également conduit à des révisions à la baisse des prévisions.

Les surprises peuvent aussi être positives et se traduire par des révisions à la hausse des estimations et des prévisions. C'est notamment ce qui s'est passé entre 2020 et 2021: les premières prévisions de l'impact de la crise du Covid-19 vers la mi-2020 étaient très pessimistes. Une année plus tard, les estimations ont montré des conséquences sérieuses, mais sans commune mesure avec les premières prévisions.

### Comparaison des estimations du PIB romand (valeurs réelles)



## Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour les déterminer, le point de départ réside dans les estimations du PIB suisse du SECO et de l'OFS et leurs découpages en branches: il s'agit d'évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches. Le calcul du PIB romand est confié aux économistes Claudio Sfreddo (chef de projet depuis 2008) et Giuliano Bianchi, de l'Institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques, hébergé à l'EHL et rattaché à la HES-SO. La méthode repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le SECO, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant actuellement sur les années 2008 à 2020). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Cette valeur ajoutée unitaire (VAU) correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les VAU ne sont pas identiques sur les plans cantonal et suisse, et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des VAU par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en EPT).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements intègrent les impôts et les subventions. Les PIB cantonaux sont enfin additionnés pour donner le PIB romand.

Relativement simple conceptuellement, cette méthode implique une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

## Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international, apprécié par une palette de prévisions: croissance du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine, évolution des prix du pétrole, de la valeur externe du franc, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands et par trimestre, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Étant donné l'incertitude sur l'économie mondiale, les prévisions doivent être interprétées avec prudence.

Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données historiques et les prévisions ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables, mais sans effet sur la conjoncture.

**La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:**

[www.bcf.ch](http://www.bcf.ch) [www.bcvs.ch](http://www.bcvs.ch) [www.bcj.ch](http://www.bcj.ch)  
[www.bcn.ch](http://www.bcn.ch) [www.bcge.ch](http://www.bcge.ch) [www.bcv.ch](http://www.bcv.ch)  
[www.forumdes100.ch](http://www.forumdes100.ch)

### Impressum


Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
- Valère Gogniat, responsable éditorial Forums et Événements, Le Temps
- Christine Carrard, responsable communication, BCF
- Grégory Jaquet, porte-parole adjoint, BCGE
- Margaux Häni, responsable marketing et communication, BCJ
- Marie-Laure Chapatte, responsable communication et pôle économique, BCN
- Philippe Glassey, responsable communication et marketing, BCVS
- Claudio Sfreddo, économiste, QUANTITAS/HES-SO
- Giuliano Bianchi, économiste, QUANTITAS/HES-SO

Maquette et mise en page: Stefan Könnecke, kosdesign, Vevey

Photo de couverture: Frédéric Cirou/Photo Alto

© 31 octobre 2023, banques cantonales romandes et Forum des 100.



### L'économie de la Suisse romande en six points

- PIB nominal en 2022: 187,3 milliards de francs
- Poids dans le PIB suisse en 2022: 24,0%
- Hausse du PIB en termes réels en 2022: 2,1%
- Croissance en termes réels attendue en 2023: 1,3%
- Prévision de croissance pour 2024: 1,5%
- Une dynamique économique similaire à celle de la Suisse en 2022, 2023 et 2024